

Universités et opinion : fin de la lune de miel

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1978)**

Heft 456

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1027163>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

125 L

Universités et opinion : fin de la lune de miel

Nouvelle loi sur l'aide aux hautes écoles et à la recherche: un verdict pour le moins net dont on a pu lire, au lendemain de la consultation, qu'il avait surpris les observateurs de la scène politique à maints égards (désaveu populaire des groupes de pression traditionnels, des cités universitaires dans le camp des "non", etc.). Voyons plus loin!

Le point de départ. La lune de miel entre l'opinion publique et le monde universitaire est bel et bien terminée, si tant est qu'elle ait été vraiment intense dans le passé. Il s'agit d'un phénomène général: partout en Europe, aux Etats-Unis, on constate le même reflux. Peu importe, en définitive, que cette évolution générale soit explicable — situation économique (récession), amalgame largement pratiqué et facile entre l'exercice de la critique et la montée du terrorisme —: c'est un fait sur lequel il faut désormais compter.

En Suisse, il faut noter pourtant que cette désaffection farouche est paradoxale à plusieurs égards:

— dans notre pays, le développement des universités a été incomparablement plus faible que partout ailleurs et l'engouement pour les hautes écoles n'a jamais chez nous atteint des sommets... leur bonne réputation tenait essentiellement dans leur capacité à former des ingénieurs et des cadres nécessaires à l'industrie (le développement des écoles pratiques et des technicums helvétiques est largement supérieur à la moyenne);

— contrairement à certains grands voisins, le chômage universitaire n'existe pas encore chez nous, au moins pas encore à si grande échelle; — se raidissant face aux universités, la Suisse subit en quelque sorte une influence étrangère (placage sur notre réalité des schémas allemands par exemple), une mise au pas qui ne cadre guère avec sa volonté traditionnelle d'autonomie (voir le vote sur l'heure d'été!).

Cela étant, ce vote de défiance doit également être interprété comme la manifestation supplémentaire d'une volonté diffuse "d'économies": on a de la peine à admettre que les propositions de réorganisation de l'université aient été saisies par l'ensemble des votants... dans la mesure où elles ont été seulement exposées! Et là, un nouveau paradoxe: il faut admettre que la nouvelle loi, si elle jetait les bases d'un subventionnement accru, permettait également, par le jeu de la planification, de réaliser de substantielles économies...

Et puisqu'il est question brièvement du fond du texte qui avait été adopté au Parlement à de larges majorités, il faut souligner que le rejet populaire rejoint certains aspects négatifs indéniables du projet: comment admettre ce transfert de pouvoir à un organe où les universités n'auraient pas été représentées? c'eût été consacrer la suprématie d'une tendance suisse alémanique qui suppose que les universités sont étroitement surveillées par l'Etat (un coup pour des universités suisses romandes encore relativement autonomes)... Comment adhérer totalement à une loi qui mettait une fois de plus l'accent prioritaire sur des questions quantitatives (plus de moyens) sans poser la question de la qualité?

Aujourd'hui, de ce rejet, on peut pourtant espérer des retombées positives:

- que les universités fassent un retour sur elles-mêmes, sur leurs finalités;
- que les universités s'interrogent sur la part de la population qu'elles touchent: les travailleurs paient-ils pour une institution qui leur est fermée? (voyez les cris poussés en Suisse romande lorsque Genève a institué l'admission sans maturité...);
- que les universités saisissent leur chance de créer un véritable fédéralisme: des moyens financiers restreints pourraient déboucher sur la mise sur pied de nombreux *clausus* dont souffriraient d'abord les cantons non-universitaires; un accord de collaboration sera-t-il envisagé?

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 456 1er juin 1978
Quinzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
Pierre Gilliland

456

Domaine public